

## **DU BOSS À LA MACHINE. LE « MONDE TOUT NOUVEAU » D'OSTROGORSKI**

*Nicolas Garant*

École d'études politiques, Université d'Ottawa

Confondue avec le parti, l'organisation permanente de moyen devient une fin, à laquelle on finit par tout subordonner : principes, convictions personnelles, commandements de la morale publique et même de la morale privée. Plus l'organisation est parfaite, et plus elle démoralise le parti et abaisse la vie publique. Mais d'autre part, pour se maintenir, les partis ont de plus en plus besoin d'une forte organisation, qui seule peut masquer le vide de la convention sur laquelle ils reposent. On se trouve alors dans un cercle vicieux. Comment en sortir?

Moisei Ostrogorski, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*.

L'une des critiques généralement adressées aux partis politiques et à leurs représentants, c'est de dire qu'ils sont condamnés à faire passer les intérêts de leur machine partisane avant ceux du peuple. Même si on a souvent recours à cette formule pour dénoncer l'état actuel de la démocratie, il est toutefois très rare que l'on soit en mesure de désigner le penseur qui a contribué à la mettre au monde. Weber et Michels nous viennent facilement à l'esprit, mais on remonte rarement jusqu'à Ostrogorski, et à son livre phare : *La démocratie et l'organisation des partis politiques*<sup>1</sup>. Pourtant, lors

---

<sup>1</sup> Les références au livre d'Ostrogorski renvoient à l'édition d'Arthème Fayard de 1993, laquelle est une réédition remaniée de l'ouvrage publié en 1912 sous le même titre chez Calmann-Lévy. Cette publication de 1912 était elle-même une édition remaniée de celle

de sa parution en 1902, cette analyse inédite et cette critique du fonctionnement des partis ne passe pas inaperçue. De par la nouveauté de son approche, cet ouvrage devient une référence incontournable pour de nombreux ténors des sciences sociales : Weber, Michels, Pareto, Schumpeter, Sombart, Siegfried, Duverger sont autant d'auteurs qui participent à consacrer, en les relayant, les images et les symboles forts d'Ostrogorski sur les partis politiques, la démocratie et la république américaine. En fait, la diffusion de ce livre est telle qu'elle paraît satisfaire l'ambition d'Ostrogorski, qui fut de participer, comme Tocqueville l'encourageait, à l'édification d'une « science politique nouvelle » dans un « monde tout nouveau »<sup>2</sup>.

En effectuant un retour sur ce classique désormais oublié, notre objectif est double. Il vise d'abord à mettre en perspective notre condition démocratique actuelle en éclairant le chemin parcouru depuis la critique de la démocratie initiée au début du XXe siècle<sup>3</sup>. Bien plus qu'un simple intérêt d'antiquaire, il s'agit donc de donner à ce passé pas si lointain la possibilité de contribuer à l'intelligence de notre civilisation démocratique. En considérant que le « monde tout nouveau » d'Ostrogorski est toujours le nôtre, du moins en

---

parue en deux volumes en 1902 (bien qu'écrit en français, l'ouvrage paraîtra d'abord en anglais chez Macmillan en 1902, et ensuite en français en 1903 chez Calmann-Lévy). Par rapport à l'édition de 1902/1903, l'édition de 1912 s'avère être réduite d'un peu plus de la moitié. L'auteur a profité du succès de la première édition pour réécrire certains chapitres en renouvelant, sur une période de dix années, ses investigations, en Angleterre comme aux États-Unis. Comme il le souligne dans l'avant-propos, si des petits traits sont venus modifier en maints endroits les détails du tableau initial, rien toutefois ne l'a amené à changer les conclusions auxquelles il était arrivé.

<sup>2</sup> Placée en exergue, à la première page de l'avant-propos, la citation de Tocqueville donne le ton et marque bien la filiation pessimiste qui se noue autour de la conscience d'une transformation inéluctable des sociétés : « Il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau. Mais c'est ce à quoi nous ne songeons guère; placés au milieu d'un fleuve rapide, nous fixons obstinément les yeux vers quelques débris qu'on aperçoit encore sur le rivage; tandis que le courant nous entraîne et nous pousse à reculer vers les abîmes. » (Moisei Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, « Avant-propos de la première édition », Paris, Fayard, 1993, p. 33. Cf. Alexis, de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome I, Paris, Gallimard, 1986, p. 43).

<sup>3</sup> George Lavau et Olivier Duhamel, « Crises de la démocratie moderne », dans Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, tome 1, Paris, Presses universitaires de France, 1985, p. 29-113; Edward McNall Burns, *Ideas in Conflict: the Political Theories of the Contemporary World*, New York, Norton and Company, 1960.

partie, on est en effet en droit de croire que sa réflexion et ses préoccupations quant au sort de la démocratie gardent toute leur pertinence. Mais parce que ce « monde tout nouveau » a aussi, depuis, beaucoup changé, cela permet à l'historien des idées — c'est là l'autre objectif de cet article —, de mieux cerner la pensée d'un auteur et de son époque en bénéficiant des effets du temps. Car aujourd'hui, ce n'est plus l'avant-gardisme sociologique de sa démarche<sup>4</sup> qui s'impose, mais plus, avec le recul, l'horizon moral et la vision du monde (*Weltanschauung*) au sein duquel s'inscrit son analyse. À travers la posture de cet auteur, le pessimisme du tournant du siècle<sup>5</sup> se présente sous un jour nouveau : ni faux ni vrai quant à ses pronostics, il devient simplement, pour l'historien des idées, l'expression d'un rapport au monde particulier, quelque chose comme un sens aigu du crépuscule. C'est principalement à ce rapport au monde si caractéristique de cette époque que se consacre cet article, et notamment à la façon dont l'auteur « accueille » les transformations de la modernité tardive. Car ce « monde tout nouveau » dont traite son ouvrage va bien au-delà de la seule mise en place du système de partis organisés : il implique ni plus ni

---

<sup>4</sup> C'est la prétention affichée de l'auteur que de vouloir se distinguer des autres analystes qui, selon lui, accordent trop d'intérêt aux formes (lois, institutions, etc.), et pas assez aux forces politiques, c'est-à-dire aux « volontés agissantes » et à leurs « combinaisons variées dans la vie politique ». Dans cette perspective, l'aspect scientifique de sa démarche se résume surtout par la prépondérance qu'il accorde à l'observation neutre, exempte de passion, des hommes concrets.

<sup>5</sup> La formule de Pierre Bouretz, qui désigne la pensée de Weber comme étant « la conscience malheureuse de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle », résume bien l'état d'esprit d'une certaine partie des lettrés européens du début du siècle et, au premier rang, celui d'Ostrogorski. D'ailleurs, fait symptomatique, Ostrogorski justifie, comme Schumpeter, le bien-fondé de son pessimisme dans une note en fin de volume : « Quant au pessimisme que l'on m'a reproché, je ne m'en défends pas, bien au contraire [...] il est de l'intérêt public d'appeler les choses par leur nom et même de les crier tout haut. Dans les vieilles universités anglaises, il y a un poste *d'orateur public* chargé de prononcer l'éloge de toutes les personnes à qui on confère un grade honorifique. Cet *emploi* de louangeur public devrait avoir dans les démocraties son pendant dans celui de *pessimiste public*. » (Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 741). Toutefois, comme le signale Johnston à l'égard des intellectuels de l'Autriche-Hongrie du tournant du siècle, et qu'il convient d'appliquer à l'ensemble de l'Europe, il faut faire attention à ne pas surestimer l'importance de ce courant pessimiste d'avant Première Guerre mondiale, et tenir compte d'un courant optimiste et idéaliste tout aussi significatif. Cf. Pierre Bouretz, *Les promesses du monde*, Paris, Gallimard, 1996, p. 27; William Johnston, *L'esprit viennois*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, p. 32-35.

moins l'effondrement des cadres de la société traditionnelle<sup>6</sup>, et le passage, pour reprendre une image consacrée, de la communauté à la société. Ce nouveau monde, c'est celui des masses, de l'individualisme, de la rationalisation, des villes, des grandes migrations, de la misère sociale, du progrès technique, du capitalisme industriel, et de la professionnalisation de la vie politique. Le déchirement d'Ostrogorski<sup>7</sup> face à ces changements est évidemment symptomatique de son époque. Et à plusieurs égards, il s'inscrit dans le cours d'une pensée sociologique naissante, qui donne souvent l'impression de ne pas pouvoir saisir les nouveaux cadres de cette société égalitaire, sans éprouver une certaine nostalgie pour les conditions d'exercice pré-démocratiques de la citoyenneté et de la représentation. D'où les tonalités mélancoliques et conservatrices de sa vision du monde<sup>8</sup>. Sur ce registre, ce *pessimiste public* n'est pas seul, et c'est pourquoi la comparaison avec Tocqueville, et surtout avec Weber, devient utile pour préciser la filiation et la nature de ses préoccupations. Ses appréhensions paraissent obéir à une sorte d'exotisme pessimiste de la nouveauté. Tourmenté par les dérapages ou les excès d'une démocratisation incontrôlée, il en sous-estime

---

<sup>6</sup> La première phrase de son introduction traduit bien cette ambition et, par la même occasion, la gravité qui semble animer son questionnement : « L'avènement de la démocratie a brisé les anciens cadres de la société politique. La hiérarchie des classes et leur cohésion intérieure ont été détruites, et les liens sociaux traditionnels qui unissaient l'individu à la collectivité se sont rompus. Dès lors la question se pose de savoir dans quels nouveaux cadres on pourrait faire entrer les membres de la société pour assurer à celle-ci son existence. » (Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 41).

<sup>7</sup> Conscience tragique ou déchirée parce qu'à l'instar de celle de plusieurs conservateurs libéraux (Tocqueville, Weber, Schumpeter, Ortega y Gasset), son adhésion sincère aux valeurs de la modernité est toujours entachée de l'impression mélancolique que ce monde nouveau qui s'installe « n'est plus le sien ». C'est ce que Mommsen appelle, dans son livre classique sur Weber, la « malédiction des tard-venus » (expression tirée par Mommsen de la « lecture inaugurale » prononcée par Weber en 1895). Bien que ne menant jamais à une attitude réactionnaire ou résolument conservatrice, ce rapport au monde n'en demeure pas moins empreint de nostalgie devant l'absence d'un devoir-être capable d'encadrer et de nourrir la volonté humaine sur le plan de la moralité, mais surtout de l'excellence, du dépassement et de l'investissement dans le monde. Cf. Wolfgang J. Mommsen, *Max Weber et la politique allemande*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, p. 121.

<sup>8</sup> Sur les aspects mélancoliques ou conservateurs de la pensée sociologique : Robert Nisbet, *La tradition sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 1984; Danilo Martuccelli, *Sociologies de la modernité*. Paris, Gallimard, 1999; sur le rapport entre la littérature et la sociologie permettant d'éclairer ces aspects. Cf. Wolf Lepenies, *Les trois cultures*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1990.

les capacités d'adaptation et d'ajustement <sup>9</sup>. Sur un mode désenchanté, il déduit « l'avenir de notre civilisation politique »<sup>10</sup> des conditions inquiétantes de la démocratie de masse naissante. En somme, comme bien des penseurs du tournant du siècle, il se révèle incapable de croire en la capacité du régime de partis organisés à surmonter ses contradictions initiales, et à maintenir, même sous le poids du formalisme, de la rationalisation, de la bureaucratisation et de la massification de la sphère politique, un minimum de leadership et d'individualité, de conviction et de responsabilité, de volonté et d'engagement intègre.

Et pourtant, Ostrogorski ne se cantonne ni à un pessimisme passif ni à un réalisme résigné ni à un conservatisme obtus. Il imagine autre chose, il espère, et c'est pourquoi sa participation au désenchantement démocratique doit être soulignée. Certes, comme Tocqueville ou Weber, il n'est pas un démocrate de cœur, comme en fait foi son désarroi face à la montée du « nombre », à la perte de la hiérarchie des classes, et à l'effritement du leadership naturel des élites traditionnelles. Mais, paradoxalement, à d'autres égards, on trouve chez lui un fort idéal démocratique, et même un penchant pour la démocratie directe, alors qu'il entretient l'espoir de voir les citoyens réagir, et se regrouper spontanément, en évitant le conformisme paralysant

---

<sup>9</sup> Préface de Pierre Avril dans Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 27-31. Avril y souligne, à juste titre, le contraste entre la « lucidité de l'observateur et la fragilité de ses pronostics », notamment lorsqu'Ostrogorski « conclut à la fatale décadence de partis incapables de relever les défis qui leur sont lancés ». Curieusement, la « fragilité » des pronostics ne résulte pas de la propension d'Ostrogorski à sous-estimer les capacités d'adaptation du régime de partis. En fait, comme on le souligne plus loin dans cet article (section 2.2), c'est plutôt le contraire. D'une certaine façon, c'est la trop grande capacité d'adaptation du système de partis qui rend inévitable, à ses yeux, son effondrement. Car la malléabilité des partis résulte de l'aspect formel, impersonnel et mécanique de leur fonctionnement, lequel donne l'impression de pouvoir opérer indépendamment des individus et de la société. Or, tôt ou tard, aux yeux d'Ostrogorski, l'individualité, la diversité et la spontanéité, inhérentes à l'action humaine et à la société, réclameront leur dû et renverseront ce mode anachronique de l'activité politique.

<sup>10</sup> La formule mérite d'être citée intégralement tant elle traduit, par son ton solennel et tragique, l'impression sincère de croire la civilisation menacée : « Ainsi je suis arrivé à élever un ensemble qui, sous la forme d'une étude scientifique, historique et critique du régime des partis organisés, est en réalité une étude du fonctionnement du gouvernement de la démocratie et des problèmes vitaux qu'il pose devant la société actuelle et qui engagent tout l'avenir de notre civilisation politique. » (Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 38).

des organisations permanentes. Conscient du profil individualiste des sociétés modernes, Ostrogorski rejette l'unité morale de la volonté générale, et préfère l'union résultant des « combinaisons variées et successives » des citoyens. Sa société idéale, fondamentalement républicaine, ne peut donc qu'être plurielle, autonome, active. Son idéalisme refuse les compromis lucides ou « responsables » de Weber vis-à-vis du jeu partisan.

La première partie évoque brièvement, en guise d'introduction, le rôle important que joue l'Amérique comme préfiguration de ce monde démocratique tout nouveau. La seconde partie, le cœur de l'article, met en lumière les présupposés moraux qui alimentent son analyse pessimiste du régime de partis. Les comparaisons avec Tocqueville et Weber permettent de préciser l'inquiétude manifestée par Ostrogorski face au sort du sujet politique dans la démocratie de masse. La conclusion souligne les limites d'une intelligibilité troublée par la « désagrégation de l'ancienne société », et la nouveauté déroutante du « formalisme et du machinisme politique », souvent perçus comme le signe de l'humanité à venir.

### **1. Dans le miroir de l'Amérique**

L'intensité actuelle du mal diffère d'un pays à l'autre, pourrait-on dire, presque comme le jour diffère de la nuit. Mais la source et la nature du mal, le formalisme et le machinisme politiques, sont les mêmes, et ses dangers aussi, là [Angleterre] assez éloignés encore, ici [États-Unis] bien plus immédiats et d'un effet meurtrier. Pourra-t-on se soustraire à ce mal? Sinon, comment affectera-t-il l'avenir de la démocratie?<sup>11</sup>

Ostrogorski mobilise une tradition forte de la pensée politique française en regardant du côté de l'Angleterre et de l'Amérique pour analyser ce nouveau phénomène. Ce choix s'impose pour une raison évidente : c'est dans ces deux pays que la présence et l'organisation des partis s'avèrent les plus avancées. Par le ton et les nombreux commentaires qui émaillent son analyse, il ressort cependant que c'est l'Amérique qui suscite chez lui le plus vif intérêt, un peu comme si c'était au sein du Nouveau Monde, et non dans les Vieux Pays, que se cachait la clef du destin de la civilisation démocratique. Son intuition

---

<sup>11</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 38.

sous-tend des présupposés similaires à ceux de Tocqueville : il associe le Nouveau Monde à un paysage social uniforme qui n'offre pas de résistance au progrès de la dynamique démocratique, et surtout à la consolidation du régime des partis organisés. Paradis des masses selon Ortega y Gasset et Freud, l'Amérique, telle qu'il se la représente, lui permet de préfigurer mieux que n'importe quel autre pays du continent européen la crise de la démocratie qui se profile à l'horizon. Si le « formalisme », racine de tous les maux chez Ostrogorski, est loin d'être une caractéristique américaine, il va sans dire que c'est surtout aux États-Unis que ce mal paraît pouvoir se déployer avec le plus de radicalité. Le tableau convenu d'un Nouveau Monde uniforme sans entraves, sans passé, traditions et classes sociales (la classe moyenne comme seule classe), alimente ici l'idée d'un développement inégalé de la modernité démocratique et de ses effets négatifs, comme si tout pouvait aller plus vite et plus loin dans le Nouveau Monde.

C'est à ce titre que l'Amérique joue ici, une fois de plus depuis Tocqueville, le rôle de laboratoire par rapport au destin de la civilisation démocratique. Si, en règle générale, c'est à l'Amérique, et non à la Grande-Bretagne, que l'on associe communément l'analyse d'Ostrogorski, cela tient à la force évocatrice des deux tableaux. Bien plus que ce que donne à voir son analyse factuelle et livresque de la vie politique en Grande-Bretagne, celle de la vie américaine accouche d'une représentation forte livrée sous la forme d'un véritable feuilleton balzacien, et on y découvre une démocratie et une civilisation soumises à l'amoralité de la machine, aux malversations du *boss* et des *boodle aldermen*<sup>12</sup>, au marchandage du *spoils system*, et au matérialisme de son esprit civique. Les personnages, du Tammany Hall au Sénat, plus pittoresques les uns que les autres, s'y bousculent pour nous broser le tableau d'une démocratie vile et corrompue dans les premiers moments de son ouverture aux masses. Les caractéristiques urbaines, cosmopolites et capitalistes avec lesquelles il dépeint cette nouvelle citoyenneté nous confronte à un spectacle tumultueux, tapageur. Celui-ci se déploie sur fond de corruption généralisée des mœurs, des méthodes et de l'esprit civique. Dans ce récit, se révèlent autant le vide normatif de ce nouveau champ politique que l'inconfort de l'auteur vis-à-vis de la nouvelle individualité en voie de s'affirmer, aussi bien dans ses dimensions politiques que morales.

---

<sup>12</sup> Expression qui désigne les magistrats municipaux qui mettent sur pied des caisses noires au détriment des fonds publics.

Afin de mieux comprendre la réception exceptionnelle dont bénéficie ce livre à sa sortie, il semble nécessaire de tenir compte du traitement réservé à l'Amérique dans cette analyse désenchantée de la démocratie. Sans présumer de la force du ressentiment, il faut alors envisager la possibilité que certains penseurs européens se soient plu à entendre que tout n'était pas rose dans le progrès américain. Bien plus qu'un simple objet de défoulement pour l'Europe du début du siècle en proie au doute, l'Amérique aurait alors été l'outil privilégié grâce auquel l'intelligentsia se serait interrogée sur le leadership contesté de la vieille Europe civilisée. Une interrogation sur soi qui, bien loin de s'affirmer au grand jour, aurait été menée sous le couvert légitimant d'une démarche « scientifique », dissimulant par le fait même ce que Tocqueville avait eu l'audace de confesser : « J'avoue que dans l'Amérique j'ai vu plus que l'Amérique ». Comme bien des Européens qui l'ont précédé et qui vont le suivre (Weber, Ortega y Gasset, Siegfried, Freud, Maritain, de Beauvoir, Sartre, Baudrillard, etc.), Ostrogorski n'échappe pas à l'envie de chercher, dans l'Amérique, une image du destin qui attend l'Europe et la civilisation qu'elle incarne. La condition politique américaine, par la force et le rythme avec lesquels le système de partis redéfinit l'espace public, devient alors l'expression du « mal meurtrier » qui risque de déferler, si rien n'est fait, sur le vieux continent. Nul doute qu'à ce moment, l'anticipation sur le sort de la démocratie à travers le regard porté sur l'Amérique soit condamnée, en raison de la charge morale qui l'anime, à nous révéler autant les vicissitudes d'une société encore trop jeune, l'Amérique, que celles d'une société trop vieille, l'Europe, laquelle s'avère remise en cause, depuis le début du siècle et dans le cri de cœur de Paul Valéry, dans son leadership et ses capacités de renouvellement<sup>13</sup>.

## **2. De la république aristocratique à la démocratie de masse**

De prime abord, l'explication que donne Ostrogorski de l'émergence du régime de partis s'avère plutôt limitée, puisqu'il se contente d'attribuer

---

<sup>13</sup> Cf. Paul Valéry, « La crise de l'esprit », dans *Variétés. Essais quasi politiques*, Paris, Gallimard, 1957, p. 995. Sur le déclin de l'Europe, voir David Strauss, *Menace in the West. The Rise of Anti-Americanism in Modern Times*, Greenwood Press, 1978; Guy Michaud, « La crise de la civilisation européenne », dans Max Beloff, Pierre Renouvin, Franz Schnabel et Franco Valsecchi (dir.), *L'Europe du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle*, Milan, 1964; Albert Demangeon, *Le déclin de l'Europe*, Paris, Payot, 1920.

l'apparition des partis organisés à l'extension du suffrage, à l'augmentation du secteur public et à l'accroissement du nombre d'individus sans attache. Mais au-delà de l'explication synchronique, on découvre très rapidement que cette transformation de la sphère politique s'inscrit, à ses yeux, au sein d'une évolution plus globale, d'une redéfinition d'ensemble de la société. Loin de traduire un changement singulier et récent, limité à l'activité politique *stricto sensu*, la montée des partis organisés s'intègre dans le processus déjà ancien de démocratisation des sociétés, dont Tocqueville s'était fait le témoin inquiet. À l'instar du célèbre voyageur, Ostrogorski ne peut s'empêcher de croire que la démocratie travaille à sa perte en réussissant trop bien. Dans cette perspective, le parti de masse, et le système au sein duquel il opère, semble être la conséquence et l'expression d'une démocratie achevée, saisie surtout sous l'angle d'un surgissement plébéien du nombre sur la place publique. Révélateur d'une certaine posture élitiste, mais aussi de toute une époque encore réticente à l'idée de laisser le peuple se gouverner, le regard d'Ostrogorski sur cet aboutissement démocratique nous informe d'un triomphe paradoxal : la démocratie ne semble pas pouvoir se déployer entièrement, avec « l'intronisation du nombre dans l'État »<sup>14</sup>, sans devoir être immédiatement niée par la prise en charge organisationnelle du suffrage populaire et l'accaparement partisan des pratiques civiques. Dans sa dimension sociologique, le destin paradoxal qui se lit ici relativise la responsabilité des partis. Pour Ostrogorski, c'est bien « la nécessité » qui « fit surgir les hommes » de parti et « créa les modes d'action » propres à ce système. Dans une perspective aux accents fonctionnalistes<sup>15</sup>, ce serait la

---

<sup>14</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 41.

<sup>15</sup> La diversité et l'indocilité, ou plutôt le statut égalitaire de ce nouvel électorat, entraînent l'émergence de politiciens capables d'en tirer profit : « La masse bigarrée de la population cosmopolite de la grande métropole atlantique avait de bonne heure rendu impossible le gouvernement austère d'une classe dirigeante [...] Plus intelligent que la plèbe romaine, moins misérable, et surtout plus conscient de sa qualité " d'homme et de citoyen ", le peuple de New York demandait à être manipulé avec habileté, avec savoir, pour être attiré dans l'un ou dans l'autre des camps rivaux. » (Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 376-377). Lipset y décèle une explication fonctionnaliste avant la lettre, dans la mesure où l'existence de la machine apparaît s'expliquer par l'obligation de satisfaire les nouveaux besoins politiques de certains groupes. À contrario, la machine ou le système de partis n'apparaît pas émaner, ajoute Lipset, en se référant à Merton, de la structure politique proprement dite (Seymour Martin Lipset, « Introduction : Ostrogorski and the Analytical Approach to the Comparative Study of Political Parties », dans Moisei Ostrogorski, *Democracy and the Organization of Political Parties*, vol. 1, Chicago, Quadrangle Books, 1964, p. ix-lxv). Cf. Robert K. Merton, *Social Theory and Social*

présence soudaine de citoyens dégagés de toute attache communautaire et de toute « cohésion organique », dont le citoyen et l'expatrié européen des grandes villes américaines sont les symboles par excellence, et l'absence d'un lien d'autorité traditionnel, qui auraient suscité la création artificielle de groupes sociaux de substitution, appelés à encadrer « mécaniquement »<sup>16</sup> une masse souveraine venue de nulle part. Comme bon nombre de ses contemporains, Ostrogorski enregistre avec inquiétude, d'une part, la disparition d'une intégration organique, capable d'assigner à chaque individu une place et un statut dans la communauté et, d'autre part, l'apparition d'une démocratie du nombre « désarmée moralement ».

De toutes les craintes que nourrit Ostrogorski à l'égard de ce nouveau monde démocratique, le « formalisme » est le trait qui résume le mieux à ses yeux l'écueil qui guette la société et la démocratie de masse. Le formalisme concerne autant la nature de l'individu de la société moderne, que le cadre à l'intérieur duquel il évolue. Il désigne un individu sans attache, libre, mais incapable d'exercer moralement cette liberté, donc irresponsable, et surtout, mécaniquement conduit à suivre les mouvements du parti. Récupéré, l'individu se soumet aux formes et à « l'esprit » standardisés et routinisés de l'organisation, dans une adhésion problématique, puisque le parti, à l'image de la bureaucratie wébérienne, se définit essentiellement en fonction d'une rationalité fonctionnelle : « faire le plein des votes », laquelle s'impose à ses membres et aux principes fondateurs de tout parti. En ce sens, le formalisme désigne autant la participation mécanique de l'individu et l'absence de conscience civique, que le relativisme axiologique sur lequel opère le parti. Avec l'établissement du système de partis, se formalisent aussi bien les « volontés agissantes » que les « modes d'action ». Autant de transformations qui, aux yeux d'Ostrogorski, remettent en cause trois modalités essentielles au bon fonctionnement de la démocratie : le leadership (section 2.1), le pluralisme politique (section 2.2) et la responsabilité civique (section 2.3).

## **2.1 Un leadership timoré, ou le pouvoir de la machine**

Ostrogorski ne fait pas de secret sur les limites de son adhésion au credo démocratique. À ses yeux, la société ne peut saper « l'ascendant que

---

*Structure*, Glencoe, Free Press, 1957, p. 72-83.

<sup>16</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 60.

l'homme exerce sur ses semblables par sa supériorité » sans se priver d'un « élément indispensable au bon gouvernement », qu'il juge d'ailleurs encore plus nécessaire « à la démocratie qu'aux autres régimes »<sup>17</sup>. En déplorant l'étiollement du « leadership traditionnel », Ostrogorski exprime ainsi un sentiment commun à bien des penseurs de son temps. Mais au-delà de ses affinités évidentes avec ce conservatisme ambiant<sup>18</sup>, il s'en distingue néanmoins par la sensibilité sociologique qui anime sa compréhension de ce nouveau pouvoir de l'ère démocratique. La modernité de son regard s'affirme notamment dans la façon dont il renouvelle la perspective de Tocqueville pour expliquer les carences de leadership qui menacent l'autorité démocratique. Ostrogorski ne s'en remet pas au facteur prédominant invoqué par ce dernier, soit l'amour ardent que manifestent les peuples démocratiques pour l'égalité. On se souvient que, chez Tocqueville, la « passion » égalitaire et ses effets s'articulaient à une compréhension fine des nouveaux rapports objectifs entre les hommes au sein de la société démocratique post-révolutionnaire. C'est « en changeant leur esprit et en modifiant leurs rapports »<sup>19</sup> que la démocratie mine la moralité traditionnelle de l'obéissance et la légitimité du commandement. Avec Ostrogorski, la dévalorisation du leadership s'opère davantage dans le cadre d'une logique structurelle d'organisation qui s'impose à l'ensemble du jeu démocratique, alors que le parti devient le passage obligé de toute initiative civique. En somme, ce n'est plus la méfiance symptomatique de l'individu démocratique face à l'inégalité qui sape les capacités de leadership, mais la machine qui, de par la nature de

---

<sup>17</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 675.

<sup>18</sup> Que l'aptitude au commandement soit une qualité propre à certains individus ou à certaines classes n'est évidemment pas une idée exclusivement conservatrice, ni pour autant moderne. Mais à partir du moment où s'affirme le fait démocratique, dans sa version révolutionnaire ou représentative, la sélection des « meilleurs » au sein d'un peuple d'individus égaux devient une préoccupation centrale, d'autant plus qu'on s'entend de façon assez unanime sur la nécessité de s'assurer, selon le principe de distinction, que le statut des personnes élues soit supérieur à celui des électeurs. Cf. Bernard Manin, *Principe du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996. À ce titre, la Révolution française n'apparaît pas faire exception, même si, comme le souligne Rosanvallon, la volonté de se démarquer de l'inégalité aristocratique de l'Ancien régime a nourri, chez les constituants, pour un temps du moins, « la quête d'une vision démocratique de l'éminence » cherchant à superposer, au sein des processus de sélection des représentants, égalité et distinction. Cf. Pierre Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard, 1998, p. 48-57.

<sup>19</sup> Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tomes I et II, Paris, Gallimard, 1961 [1835], p. 247.

son fonctionnement, ne peut que « donner la préférence à des hommes incolores, médiocres, faciles à manier »<sup>20</sup>. Celle-ci met en place des objectifs de pouvoir d'un genre nouveau : la conquête perpétuelle de l'électorat et du soutien financier nécessaire qui ne semble plus devoir dépendre des qualités personnelles des chefs, mais plus d'une logique de commandement et d'obéissance bureaucratique, voire militaire. L'efficacité de la machine passe désormais par une dépersonnalisation des pratiques politiciennes et une obéissance stricte, « sans haine ni passion » dirait Weber, aux règles impersonnelles du parti. Alors que Michels, trop romantique aux yeux de Weber, déplorera quelques années plus tard les lacunes démocratiques des partis<sup>21</sup>, en raison du destin oligarchique de toute organisation, Ostrogorski, plus élitiste, condamne non pas le fonctionnement inégalitaire du parti, inévitable et souhaitable, mais les carences morales de cette même oligarchie:

La pratique démocratique, fondée sur la notion conventionnelle de parti, tendit à évincer la personnalité de la vie publique, c'est-à-dire qu'elle résolut le problème à rebours. Le formalisme qu'elle introduisit subordonnait l'exercice de l'action de l'homme sur l'homme à des critères extérieurs qui disqualifiaient le caractère et les lumières. Au ressort de la personnalité humaine relâché, il fut suppléé de plus en plus par la machinerie<sup>22</sup>.

Ce qui se profile derrière cette formalisation du commandement et du leadership, c'est cette intuition forte qui sera reprise et développée par la suite par Weber, Michels et Schumpeter, à savoir que le parti, ou plutôt l'organisation, finit par échapper au contrôle de l'homme et par s'imposer dans l'activité politique : « Confondue avec le parti, l'organisation permanente de moyen devient une fin, à laquelle on finit par tout

---

<sup>20</sup> Cf. Robert Michels, *Zur Soziologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie. Untersuchungen über die oligarchischen Tendenzen des Gruppenlebens*, Leipzig, Klinkhardt, 1911, seconde édition augmentée, Leipzig, Alfred Kröner, 1925; Robert Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971; voir également David Beetham, « Michels and his critics », *European Journal of Sociology*, 22, 1, 1981, p. 81-99; Wolfgang J. Mommsen, « Roberto Michels, Max Weber : Moral convictions versus the politics of responsibility », *Annali di Sociologia/Soziologisches Jahrbuch*, 1, 2, Trente, Université de Trente, 1986.

<sup>22</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 675.

subordonner : principes, convictions personnelles, commandements de la morale publique et même de la morale privée »<sup>23</sup>. L'organisation partisane cesse d'être le moyen que se donne un groupe d'individus afin de réaliser un idéal, un projet, des idées, pour devenir la raison d'être de ses membres, et au premier chef des fonctionnaires et officiels du parti; une raison d'être qui ne se détache jamais, dira Weber, de l'espoir de profiter, avec la victoire de son chef, de récompenses psychologiques et matérielles<sup>24</sup>.

## **2.2 L'impossible guerre des dieux**

Dans le sillage de l'autonomisation du parti, et de la substitution du gouvernement mécanique au gouvernement personnel, ce n'est pas seulement le leadership qui se trouve exclu des modalités essentielles du politique, mais aussi les possibilités d'expression de la société civile. Même si Ostrogorski demeure réaliste quant à l'existence d'une prétendue volonté générale, et cynique face à l'ignorance des masses, il attribue néanmoins à l'action des volontés particulières de la société civile un rôle essentiel. En raison des vertus qu'il accorde au pluralisme et au « libre jeu de l'opinion », où les opinions individuelles s'influencent les unes les autres et se font contrepoids « en se combattant en des luttes ouvertes, et à armes égales »<sup>25</sup>, Ostrogorski se distance de Rousseau pour se rapprocher de Montesquieu<sup>26</sup> et de Stuart Mill. Il demeure certes profondément rousseauiste et toquevillien dans sa façon de départager la vraie liberté de la fausse, et de compléter la liberté matérielle, dont jouit l'individu des sociétés démocratiques, d'une liberté morale, positive<sup>27</sup>, seule capable d'apporter une réelle autonomie à l'homme, mais il s'en éloigne lorsqu'il définit les conditions nécessaires au développement de cette liberté morale. Pour Ostrogorski, non seulement les divergences susceptibles de séparer les citoyens en divers camps sont

---

<sup>23</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 679.

<sup>24</sup> Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p. 179.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 672.

<sup>26</sup> Ostrogorski récuse la façon dont Rousseau personnifie la volonté générale sous la figure d'une entité, d'un être moral dont la caractéristique ne peut être qu'en dehors ou au-dessus des volontés particulières du corps civique. C'est pourquoi il préfère envisager la volonté générale sous la figure d'un « phénomène » dynamique appelé à se redéfinir constamment en fonction du jeu « des volontés particulières qui se manifestent autour d'un objet d'intérêt commun » (Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 690-696).

<sup>27</sup> Isaiah Berlin, *Éloge de la liberté*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

naturelles, mais elles sont aussi nécessaires et bienfaitantes. Et c'est pourquoi, à ses yeux, «plus le régime de liberté est solidement implanté dans un pays, plus ces divergences éclatent spontanément, et plus il est nécessaire, pour leur donner une solution, que les citoyens se classent, se groupent et se livrent bataille avec toutes les armes que la liberté met à leur disposition »<sup>28</sup>.

Or, ce sont ces divergences de la société, propices à la liberté, qui sont remises en cause par le formalisme politique inhérent au système de parti. Désormais, les seules confrontations possibles au sein de la société civile sont celles qui s'opèrent par le biais des partis, lesquels semblent condamnés à se débarrasser, à plus ou moins court terme, des idées qui les avaient amenés à voir le jour. La forme finit inévitablement par prendre le dessus sur le contenu ou, ce qui revient au même, par neutraliser, pour ainsi dire, les principes ou idéaux fondateurs dans une stratégie « omnibus », axée sur l'obtention de la majorité des suffrages. Dans cette représentation abstraite où, réunies sous la même enseigne partisane, les divergences s'annulent afin d'obtenir le maximum de voies électorales, les effets bénéfiques de l'opposition, de la bataille, de la lutte s'amenuisent. Rien n'est d'ailleurs plus évocateur de cet horizon monochrome, hostile au pluralisme et à la dynamique de liberté qui s'y rattache, que la propension des partis à « consentir à n'être pas d'accord » (*to agree to disagree*)<sup>29</sup>. Troublé par cette curieuse malléabilité du fonctionnement interne des partis, Ostrogorski ne percevait pas les signes encourageants d'une quelconque ouverture d'esprit, et encore moins la promesse d'une vie civique alerte et diversifiée. Bien au contraire, sous un ton tout aussi cynique que clairvoyant, il décèle plutôt le réflexe mécanique, voire homéostatique d'une organisation cherchant à désarmer tout enjeu de société susceptible de perturber ses rouages et de menacer son existence. En ce sens, au sein du régime de partis, l'ouverture à la vie civique et à ses différentes manifestations n'est jamais plus que la traduction d'un réflexe organisationnel de survie : l'obligation, pour les partis, de récupérer toute demande ou manifestation significative de la société civile pour la retraduire en une stratégie compatible avec la puissance de la machine<sup>30</sup>. Un paradoxe s'affirme ici, car autant Ostrogorski dénonce la

---

<sup>28</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 682.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 398.

<sup>30</sup> C'est aussi ce passage obligé des demandes sociales, avec leur prise en charge par les partis, qui amène Schumpeter à placer le parti au centre de sa théorie alternative de la

capacité des partis à épouser les mouvements de l'opinion, quitte à trahir leurs principes fondateurs, autant il déplore l'incapacité froide et rigide de ces organisations à « s'adapter au flux continu de la vie politique contemporaine et à la variété changeante de ses aspirations »<sup>31</sup>. En fait, bien loin d'être contradictoires, ces deux traits découlent simplement de l'esprit commercial d'une entreprise, le parti, dont la mise en marché de ses produits obéit à des impératifs concurrentiels. Le parti est rigide, car il ne représente que lui-même, la machine, et se soucie avant tout de ses gains électoraux. Mais il est également souple, ouvert, puisqu'il doit se soumettre, pour réussir, aux règles du marché, lequel ne cesse d'évoluer et de soumettre de nouvelles « demandes ». C'est d'ailleurs cette image du parti « entrepreneur » qui alimente son pronostic sur l'effondrement du système de partis, lequel ne va pas sans faire écho au pronostic marxiste sur la fin du capitalisme. Si, comme le souligne Avril, Ostrogorski s'avère incapable de voir que la concurrence entre les partis constitue « un stimulant permanent à l'innovation », et d'anticiper ainsi sur leur capacité à « relever les défis qui leur sont lancés »<sup>32</sup>, n'est-ce pas, au fond, parce qu'une certaine analogie s'impose entre les contradictions du champ politique, devenu marché politique sous l'emprise des partis, et celles du développement capitaliste. Animé par les seules règles de la concurrence et de la rentabilité, le régime de partis ne semble pas pouvoir survivre à l'aliénation formelle de la vie civique et à l'appauvrissement du débat public qui résultent, en s'inspirant ici de la formule marxiste consacrée, de la centralisation des moyens de production politique. Dans le sillage de la conquête monopolistique de l'espace public par les partis, l'effondrement anticipé de la « structure » dont ils sont porteurs apparaît inéluctable ; d'autant plus inévitable qu'Ostrogorski postule, à l'instar de Marx, « une excessive passivité des forces sociales »<sup>33</sup>.

---

démocratie, car « autant que se manifestent des volitions collectives authentiques [...] en règle générale, [elles] ne s'affirment pas d'elles-mêmes, directement. Même si elles sont vigoureuses et nettes, elles restent souvent latentes pendant des dizaines d'années, jusqu'au jour où elles sont appelées à la vie par quelque chef de parti qui les convertit en facteurs politiques. » (Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1984, p. 357).

<sup>31</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 684.

<sup>32</sup> Préface de Pierre Avril dans Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 29.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 29.

### **2.2.1 Périr ou conquérir avec les partis?**

Bien que le formalisme ostrogorskien évoque, par certains côtés, le désenchantement wébérien, on constate cependant qu'il ne mène pas aux mêmes conséquences sur le plan de l'engagement politique. Là où Weber pousse à ses limites l'idée d'un relativisme axiologique<sup>34</sup>, au risque de réduire l'affrontement politique à une affaire de puissance et de charisme, Ostrogorski ne peut se résoudre à concevoir la démocratie autrement que sous la forme d'un espace public ouvert, qui échappe au conformisme des partis, dans lequel la confrontation des idées et des valeurs divergentes serait guidée, d'un côté, par une opinion publique éclairée, et de l'autre, par le leadership naturel d'une élite.

Certes, la réaction de Weber face au formalisme est l'expression d'un réalisme résigné, qui doute de la possibilité de contrer la progression des modes d'action bureaucratiques en faisant appel, comme le voudrait Ostrogorski, à des méthodes susceptibles d'accueillir et d'épouser la vie civique dans toute sa diversité, sa spontanéité et sa subjectivité. Rien n'est plus significatif à cet égard que la position de Weber vis-à-vis de la stratégie du parti social-démocrate allemand<sup>35</sup> (S.P.D.) : plus vite celui-ci abandonnera ses objectifs révolutionnaires irréalistes, et ce que Weber appelait sa « conception globale du monde », plus vite il deviendra un parti-machine bureaucratique capable de faire des avancées politiques en intégrant le jeu démocratique bourgeois. À la différence d'Ostrogorski et de Michels, Weber se soumet froidement à la nécessité de concilier l'activité politique et l'institutionnalisation des partis. Lucide face au destin de la rationalité et aux insuccès du S.P.D., Weber s'accommode plus facilement du formalisme des partis, dans la mesure où cela s'accompagne d'une atténuation idéologique susceptible d'ouvrir le parti à des stratégies opportunistes et clientélistes, compatibles avec le marché électoral et le système capitaliste. Pas de

---

<sup>34</sup> Si être relativiste consiste à consacrer l'indifférence et la légèreté face aux convictions et aux valeurs, il faut alors dire que Weber n'était pas relativiste. Bien au contraire, il fallait, pour Weber, défendre son dieu, sa cause, son système de valeurs sur la base d'un engagement lucide, sans l'illusion vaine et irresponsable d'un ancrage objectif de ce système de valeurs, pour que la personnalité puisse trouver un centre de gravité capable de nourrir la volonté dans un monde désenchanté.

<sup>35</sup> Cf. Wolfgang J. Mommsen, *Max Weber et la politique allemande*, Paris, Presses universitaires de France, 1985.

surprise, donc, que Weber puisse percevoir, dans l'« entrepreneurship » des partis, « l'esprit » d'un certain progrès. Alors que l'image du parti entrepreneur a pour but de dénigrer, chez Ostrogorski, le matérialisme vide et corrompu qui le caractérise, elle paraît au contraire faire signe, chez Weber, vers les conditions de la rationalité formelle qui ont permis à la civilisation capitaliste de se déployer. C'est ici où, comme le souligne Colliot-Thélène, Weber rejoint Marx. Étant donné qu'il considérait que la « chosification des structures de l'action sociale était le prix à payer pour le développement d'un type de civilisation incontestablement supérieure à tout ce qui l'avait précédée »<sup>36</sup>, on peut comprendre que Weber ait pu percevoir, dans la logique organisationnelle du parti de masse, et dans l'esprit bureaucratique dont elle est indissociable, des conditions compatibles avec des formes d'affirmation et de volontarisme politiques. L'idée serait qu'en s'affranchissant des rapports traditionnels de la domination des notables, marquée par l'indiscipline, le sens de l'honneur, le dilettantisme et la toute-puissance du fonctionnaire spécialisé, l'action dans le champ politique serait plus à même de faire preuve d'efficacité. Réduite à sa plus simple expression, celle d'un leader inspiré, charismatique, cette action serait capable de tirer profit de la rationalité instrumentale du parti organisé et de la discipline qui y règne, afin de rallier les masses et le parlement. L'intuition, au fond très paradoxale, suppose qu'en se débarrassant des pesanteurs irrationnelles de la communalisation, la volonté combative, secondée par l'action rationnelle en finalité de la machine partisane, soit plus à même d'avoir du succès sur le terrain politique. Au regard du développement du capitalisme moderne, ce paradoxe n'est pourtant pas nouveau. Il est même au fondement de la thèse de Weber sur l'essor du capitalisme. C'est la rencontre, inédite dans l'histoire humaine, entre une impulsion irrationnelle, la recherche de profit, et une modération rationnelle de celle-ci, par le biais d'un ethos, qui permet au capitalisme de « devenir la puissance la plus décisive de notre vie moderne ». Et c'est une symbiose de

---

<sup>36</sup> Catherine Colliot-Thélène, « Max Weber et l'héritage de la conception matérialiste de l'histoire », *Philosophie*, no. 31, 1991, p. 82. L'auteur signale, à juste titre, la prudence dont il faut faire preuve quant à la possibilité de retrouver, chez Weber, le même émerveillement manifesté chez Marx face aux prouesses accomplies par la civilisation capitaliste, car « plus que Marx encore, Weber était sensible à ce qui se perdait avec l'hégémonie grandissante des rapports marchands, et avant tout : la possibilité de corriger par des interventions d'inspiration éthique ou politique les maux et les déséquilibres produits par la socialisation spontanée du marché. » (Colliot-Thélène, « Max Weber et l'héritage de la conception matérialiste de l'histoire », p. 82).

ce type que Weber croit pouvoir déceler dans l'union du leader et du parti de masse, un peu comme si cette belle machine était en mesure d'apporter, à la soif de pouvoir et à la volonté de puissance du « grand homme », la modération rationnelle nécessaire à une action politique responsable et efficace. Certes, il s'agit là d'un espoir mesuré, sinon d'un sursaut pessimiste, tant ce parallèle met en jeu des « impulsions » et des sphères sociales d'activité fort différentes. Entre l'entrepreneur qui s'affirme sur le plan économique par le biais du marché et du capitalisme d'entreprise rationnel, et le « grand leader » profitant de la rationalité instrumentale du parti-machine pour s'imposer sur le plan politique, les rationalisations à l'œuvre demeurent plurielles, ouvertes, et lourdes de paradoxe<sup>37</sup>. Weber est trop prudent face à la singularité historique pour les confondre dans une interprétation moniste de la rationalisation. Et pourtant, en dépit de cette prudence, difficile de ne pas entendre le cri du cœur que suscite, chez lui l'intime conviction de voir s'amenuiser les conditions originelles de la liberté bourgeoise et du capitalisme. C'est une conjoncture unique qui ne se répétera jamais. Se manifeste alors la tentation d'en appeler à une alliance contre-nature<sup>38</sup> et, à terme, condamnée, entre le parti-machine et le leader charismatique, ou pour reprendre la belle image de Lukacs, entre la forme et la vie, afin de conquérir, avant l'inévitable fermeture et la saturation des marchés, « un espace économique où la nation aurait les coudées franches »<sup>39</sup>. L'union de l'homme et de la machine ne se réduit donc pas, chez lui, à un espoir inavouable et inaccessible, celui de renouer avec une « morale des seigneurs ». À ses yeux, elle s'inscrit aussi fortement sous le signe de la lucidité et de la responsabilité<sup>40</sup>, alors qu'il demeure convaincu

---

<sup>37</sup> Comme le souligne Julien Freund, « la rationalisation est incapable de se rationaliser elle-même » (Julien Freund, *Études sur Max Weber*, Paris, Dalloz, 1990, p. 90); elle peut donc donner lieu à des conflits insurmontables entre la rationalisation d'une activité et celle d'une autre.

<sup>38</sup> Contre-nature au sens où l'activité politique pourrait trouver, dans la conjonction d'une motivation irrationnelle (le charisme et la soif de pouvoir) et d'un cadre de fonctionnement hautement rationnel, celui du parti, une synergie similaire à celle du capitalisme. Comme le rappelle Schumpeter, dans une logique toute wébérienne, c'est en s'appuyant sur des états constitués avec des matériaux non-capitalistes que l'entrepreneur bourgeois a pu assurer le développement du progrès économique. Cf. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme, démocratie*, p. 219.

<sup>39</sup> Mommsen, *Max Weber et la politique allemande*, p. 117.

<sup>40</sup> Évidemment, cette lucidité et cette responsabilité se définissent en fonction de ce que Weber considère comme l'étalon indépassable de notre temps, à savoir l'État national

que l'Allemagne sera « irrémédiablement restreinte à cet espace par la suite »<sup>41</sup>.

Pour Ostrogorski, toute union avec le formalisme des partis, même résignée ou pragmatique, s'avère impossible. Bien loin de voir dans le parti un outil susceptible de servir la cause d'un chef inspiré, il insiste au contraire sur la façon dont celui-ci, et le système dont il est porteur, soumet les hommes à des mécanismes étrangers à la personnalité, à la responsabilité et à l'initiative, désagrégeant ainsi toute forme de vie civique. Avec la mainmise du système de parti sur la vie politique, l'adhésion, l'engagement et les saines divergences qui s'y rattachent deviennent impossibles. Dans ce scénario, la « guerre des dieux » ne permet plus de ménager une alternative aux conséquences du désenchantement sur le plan de l'engagement et de la volonté. Avec le nivellement formel des partis, il devient en effet difficile de combattre pour un dieu ou un autre, puisque tous les dieux sont simultanément présents ou confondus sur la « plate-forme » électorale. Si, de l'extérieur, la responsabilité civique se révèle privée de tout référent axiologique nécessaire à la participation, de l'intérieur, la vie civique ne peut guère plus être au rendez-vous, car la machine ne se constitue pas de citoyens proprement dits. C'est de façon formelle qu'elle rassemble et met en relation des « membres ». Leur implication est toujours soumise à la nécessité d'assurer la production et la reproduction de l'organisation. Le parti condense en son centre des volontés et des énergies éparses pour mieux agir seul. Il monopolise l'expression des volontés en asphyxiant toute velléité d'initiative. Ainsi, bien loin de voir dans l'aboutissement du règne du parti et de l'organisation, comme le fait Weber, un cadre compatible avec l'émergence d'un leadership pur, c'est-à-dire triomphant sur le principe de la volonté personnelle, Ostrogorski y perçoit, au contraire, le triomphe de l'organisation et de la machine sur l'homme, et les conditions d'une apathie civique généralisée : « Le *machinisme* et le *conformisme*, qu'il établit à

---

comme principe d'organisation et de division des communautés et de l'ordre mondial. Cette réalité de notre temps impose à chaque État national le devoir d'assurer, voire d'accroître sa puissance dans un univers concurrentiel et conflictuel. Cf. la célèbre et controversée lecture inaugurale prononcée par Weber à Freiburg et à Leipzig en mai 1895, *Der Nationalstaat und die Volkswirtschaftspolitik. Akademische Antrittsrede*, trad. «The nation State and Economic Policy», dans Peter Lassman et Ronald Speirs (dir.), *Weber. Political Writings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 1-28.

<sup>41</sup> Mommsen, *Max Weber et la politique allemande*, p. 117.

demeure, ont tari la pensée politique et ont amené l'effacement de l'individualité dans la vie politique à tous ses degrés, jusqu'à la sphère du leadership »<sup>42</sup>.

En somme, Weber se résigne plus facilement qu'Ostrogorski à la possibilité de voir émerger des partis-machines sans conception du monde, plus formalistes qu'idéologiques, dans la mesure où ce type d'organisation, caractérisé par un auditoire captif et passif, paraît propice à la formation de leaders capables de s'affirmer face à la progression de la bureaucratie. C'est un peu comme si, prétextant de la légèreté axiologique d'un monde désenchanté, Weber appelait à s'émanciper de tout système de valeurs, et de l'obédience qui s'y rapporte, pour ne retenir que les qualités humaines susceptibles de démontrer leur « volonté de volonté ». Il s'agit bien d'un charisme pur<sup>43</sup>, où les idées servent surtout à élever le « grand homme » capable de supplanter la machine et la rationalité, et de les mettre à son service, alors que pour Ostrogorski, le relativisme axiologique et le conformisme sur lequel opère le parti, en minant les conditions pluralistes de l'espace civique, s'oppose à toute forme de leadership ou de responsabilité civique. Hanté par la métaphore de la machine qui soumet l'esprit et la subjectivité, il désespère de la routinisation mortifère en voie de s'imposer dans le sillage du combat formel que se livrent les partis. C'est une image similaire que Weber reformulera sous des tonalités tout aussi pessimistes, et dont le déchirement qui s'y cache laisse croire que l'idée d'un charisme qui tire profit du formalisme des partis n'a jamais été, au fond, à ses yeux, qu'une fenêtre passagère dans le destin qui nous conduit irrémédiablement à la « cage d'acier », et à une société sous le contrôle de techniciens sans âme, de spécialistes sans vision et de politiciens professionnels sans cause<sup>44</sup>.

---

<sup>42</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 324.

<sup>43</sup> Weber demeure malgré tout moralement très proche d'Ostrogorski dans la mesure où, comme il le souligne dans sa conférence sur le métier d'homme politique, l'homme politique ne peut faire l'économie d'une cause ou d'idées à défendre, d'un engagement minimalement animé par une foi ou une croyance. Sinon, nous met en garde Weber, son charisme comme « le succès politique apparemment le plus solide rejoindra dans la malédiction l'inanité de la créature. » (Max Weber, *Le savant et le politique*, p. 166).

<sup>44</sup> Nicolas Garant, « Le destin de la subjectivité humaine dans le monde moderne : Max Weber, Joseph Schumpeter, José Ortega y Gasset », *Sociétés. Revue des sciences humaines et sociale*, no. 75, 2002, p. 15-21; Nicolas Garant et Gilbert Larochelle, « Weber en Amérique. Le crépuscule de l'esprit du capitalisme », *Revue internationale de politique comparée*, 10, 4, 2003, p. 625-639.

### **2.2.2 Un esprit de parti anachronique**

Face au pluralisme de la société moderne, Ostrogorski n'exprime cependant pas qu'une simple conception idéale de la société. Car la confrontation des forces sociales qu'il valorise est aussi une caractéristique incontournable des sociétés modernes. Cela explique qu'il puisse combiner, dans sa critique des partis rigides, un souci moral et un certain réalisme sociologique, alors qu'il souligne toute la difficulté d'être libre à contre-courant des caractéristiques morphologiques et normatives, pour reprendre des termes durkheimiens, de la société moderne. Or, à ses yeux, c'est bien dans une situation anachronique de ce genre que nous plonge l'« esprit de corps » des partis, alors que le propre des sociétés de la civilisation avancée, dit-il, c'est de s'être émancipées « des mœurs de clan et de la notion ecclésiastique d'un credo universel »<sup>45</sup>. Les partis, pour Ostrogorski, sont autant la manifestation d'un phénomène nouveau, issu des caractéristiques naissantes de la société démocratique de masse, que la reprise artificielle d'une réalité ancienne, alors que le lien social qui opère, vecteur d'une « coopération passive », emprunte à un ordre révolu, sinon à cette « forme basse de solidarité qui unit en excluant »<sup>46</sup>. Dans tous les cas, le parti ne peut que ramener l'humanité à ses impulsions les plus primaires, d'autant plus que l'« animosité sectaire »<sup>47</sup> qui y prévaut a « pour ciment moins l'affection mutuelle que le mépris ou la haine des autres ou du moins la satisfaction pharisienne de ne pas leur ressembler »<sup>48</sup>. Jugeant le parti comme une régression incompatible avec ce « monde tout nouveau », Ostrogorski ne peut qu'être convaincu de la fin inéluctable de ces partis rigides, condamnés par leur tentative réactionnaire et anachronique de faire revivre l'esprit grégaire, conformiste et pré-individualiste des sociétés pré-modernes. Envisageant positivement le dépassement du système de partis par la reprise prochaine de valeurs uniquement conformes à la société contemporaine, les valeurs individualistes, il souligne ainsi les limites de son conservatisme et la filiation libérale de sa pensée, avec Constant au premier plan : « Le formalisme, qui par des voies diverses cherche à ramener la société à l'uniformité, a beau en diminuer la force de résistance, les munitions que

---

<sup>45</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 697.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 661.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 644.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 661.

l'individualisme a accumulées assurent pour longtemps encore à la société nouvelle un avantage qu'aucune des sociétés antérieures n'a possédé »<sup>49</sup>.

En ce sens, contrairement à ce que peut laisser entendre la critique justifiée de Lipset, d'Avril ou de Rosanvallon, c'est plus par excès de réalisme que par idéalisme qu'il pêche dans sa façon de concevoir une alternative à la rigidité des partis permanents. Enregistrant presque trop bien les caractéristiques grâce auxquelles on distingue, au tournant du siècle, la société moderne de la société traditionnelle, avec le risque d'en caricaturer les propriétés les plus convenues, il envisage un aménagement politique de celle-ci en fonction de ses dispositions structurelles. Dans sa vision, laquelle épouse la distinction phare de Constant entre la liberté des Anciens et des Modernes<sup>50</sup>, le parti appartient à une réalité dépassée, inconciliable avec la morphologie individualiste de la société moderne, où « les hommes se conçoivent aisément les uns les autres sous des aspects divers et dans des combinaisons changeantes, sans trouble aucun pour leurs relations personnelles »<sup>51</sup>. Il dénonce l'idéalisme de certains réformateurs sociaux de son temps qui cherchent à organiser la vie économique et à améliorer la société sur la base d'un collectivisme archaisant, c'est-à-dire à réintégrer l'individu, par le biais de l'association intégrale ou d'une conception organique de la société, dans un groupe qui lui serve « de cadre complet de vie »<sup>52</sup>. Un espoir vain qui ne tient compte ni de l'individualité indéterminée propre au monde moderne ni de l'incapacité de l'association ou du groupement à la représenter sous tous ses angles : « Un groupement d'hommes, économique ou professionnel, ou poursuivant un but moral, représente seulement certains intérêts de ces hommes, il représente ceux-ci réunis sous un certain aspect, et il suffit de les envisager sous un autre aspect pour que le groupement s'évanouisse »<sup>53</sup>.

---

<sup>49</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 737-738.

<sup>50</sup> Cf. Benjamin Constant, *Principes de politique*, Paris, Hachette, 1997.

<sup>51</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 697.

<sup>52</sup> Lorsqu'il dénonce l'analogie entre le corps humain et la société à laquelle recourent certaines théories, ainsi que la volonté d'organiser la représentation politique sur la base des « organismes sociaux » qui composent la société (groupes d'intérêts, catégories professionnelles, etc.), Ostrogorski ne précise pas les auteurs visés, même si on peut très bien imaginer qu'il puisse s'adresser, en partie, à Comte, Durkheim, voire à Spencer (Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 702-705).

<sup>53</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 703.

En fondant son analyse, mais aussi ses espoirs, sur cette incapacité du groupement à définir désormais l'individu des temps modernes, Ostrogorski ne fait pas qu'adopter les prémisses et les signes emblématiques d'un certain discours sociologique naissant, au cœur duquel figure l'opposition entre la *Gemeinschaft* et la *Gesellschaft*<sup>54</sup>. Il souscrit également au principe de liberté énoncé par Montesquieu. Dans le même esprit qui caractérisait la méfiance de Montesquieu vis-à-vis du pouvoir, Ostrogorski défend le principe d'une adhésion passagère des individus à des partis *ad hoc* dans l'espoir de protéger, sinon d'accroître, l'hétérogénéité de la société moderne, contribuant ainsi à contrer le poids et les effets néfastes, « tyranniques » du conformisme, de l'opinion, du nombre, l'autre nom de la démocratie dans le registre de la pensée conservatrice libérale. L'engagement ou l'adhésion n'a pas besoin d'être l'œuvre de toute une vie, pas plus qu'il n'exige un don complet de la personne. Bien au contraire, Ostrogorski paraît privilégier les engagements ponctuels, circonscrits et ciblés, plus à même de mobiliser la responsabilité des citoyens que ne le ferait l'adhésion à un credo. Cet engagement responsable, qui est aussi une caractéristique de notre modernité dans le sens que lui donne Constant, met en valeur notre propension à se définir davantage en fonction de la société, à laquelle on ne peut échapper, qu'en fonction d'une sphère politique avec laquelle il s'avère impossible de coïncider. Cette conception explique qu'il puisse partager le même espoir que Montesquieu face à la tyrannie de la majorité. Bien que porté à s'identifier au parti ou au pouvoir auquel il adhère, l'individu ne pourra s'empêcher de retirer son appui à une majorité devenue trop puissante, pour se porter au secours d'une minorité devenue trop faible, sachant très bien que le parti ou le pouvoir, qui le représente ou sert ses intérêts, est malgré tout « différent d'eux, distant, qu'il ne les comprend pas, va les trahir »<sup>55</sup>. En fait, Ostrogorski va beaucoup plus loin : avec le principe de l'adhésion *ad hoc* des citoyens, il cherche à redonner aux *effets de la liberté*<sup>56</sup> définis par Montesquieu leur pleine capacité; un espoir qui sous-tend, comme chez Stuart Mill, une vision généreuse du progrès qui résulte du jeu et des

---

<sup>54</sup> Cf. Ferdinand Tönnies, *Communauté et société*, Paris, Presses universitaires de France, 1944; également Nisbet, *La tradition sociologique*, chapitre III. Pour une analyse critique de ce concept, voir le chapitre sur la « communauté » dans le livre de Giovanni Busino, *Critiques du savoir sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 1993.

<sup>55</sup> Pierre Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Hachette, 1987, p. 133.

<sup>56</sup> Charles-Louis de Secondat Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris, Flammarion, 1979, p. 478.

mouvements autonomes de la société civile.

### **2.2.3 L'autonomisation du politique**

Dans cette vision d'un engagement désenchanté, c'est-à-dire non unitaire et provisoire, se profile évidemment une anthropologie pessimiste qui, depuis Hobbes, Montesquieu, Burke, Constant et Comte, refuse l'idée du politique comme lieu ontologique d'accomplissement de l'individu. Si la valeur de la citoyenneté, chez Ostrogorski, passe autant par un devoir d'engagement, que par un devoir de réserve par rapport à ce même engagement, c'est qu'aucune forme de participation ou d'association à un parti ou un groupe quelconque ne peut surmonter l'altérité indépassable qui sépare le peuple du pouvoir. En somme, ce n'est plus l'obligation classique d'avoir à participer à la définition de la volonté générale qui définit la responsabilité du citoyen, mais un rôle négatif approprié aux caractéristiques du nombre : la « fonction des masses en démocratie, ce n'est pas de gouverner, mais d'intimider les gouvernants »<sup>57</sup>.

Il est pertinent de rappeler ici que pour Rosanvallon, ce sont les présupposés libéraux de la vision de la société civile d'Ostrogorski qui permettent d'expliquer le décalage entre la rigueur de son analyse des partis, et le côté utopique de l'alternative au système de partis qu'il propose. C'est parce qu'Ostrogorski définit la société comme un univers autonome, vivant en retrait de la sphère politique, ou l'absorbant au point de l'annuler, qu'il peut se permettre d'envisager « la multiplication des associations temporaires »<sup>58</sup>. S'il est vrai que l'espoir mis dans le pluralisme de la société civile, comme réponse au formalisme unidimensionnel du système de partis, donne à voir une telle conception, force est de souligner toutefois que pour Ostrogorski,

---

<sup>57</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 666.

<sup>58</sup> Pierre Rosanvallon, « Préface » dans Moisei Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Seuil, 1979, p. 20. Il est difficile toutefois de ne pas souligner que le refus du politique comme univers autonome, ou sa dissolution dans la société civile, n'est pas exclusif à « l'idéologie libérale ». Ses racines plongent autant du côté de Rousseau (l'adéquation de la société et du politique), de Marx (le politique comme illusion d'autonomie condamné à perpétuer la structure de domination), que de Burke (l'histoire et l'évolution comme acteur historique annulant les prétentions prométhéennes du politique), de Constant (la participation comme perte de temps pour les Modernes), ou de Saint-Simon (la prépondérance du rôle des banquiers, savants, experts et industriels par rapport aux hommes politiques).

c'est le politique, avec l'émergence du système de partis et de la représentation formelle qui se retranche de la société civile, en instaurant une sphère d'activité autarcique guidée par « the party game ». À la différence de la représentation organique de la société traditionnelle où les destins du maître et du serviteur s'avèrent structurellement liés, la représentation opérée par l'intermédiaire des partis devient purement abstraite, coupée de toute assise sociale réelle, car elle est essentiellement consacrée à cette seule priorité : assurer la reproduction de la machine. Dans cette perspective, l'autonomisation du politique apparaît donc comme le symptôme d'une modernité triomphante, et non pas simplement comme l'expression d'une vision libérale des rapports entre la société et le politique. De façon paradoxale toutefois, Ostrogorski ne donne pas l'impression d'en saisir toute l'importance, car il ne parvient pas à discerner, par-delà les conséquences aliénantes du formalisme civique et politique, les promesses d'une efficacité plus grande dans le champ politique. À la différence de Marx et de Weber, il peine à reconnaître, sur un versant plus vaste de la modernité, les conditions d'une rationalisation des pratiques sociales et la source d'un progrès<sup>59</sup>. Sa conception morale et classique de l'esprit civique le condamne à voir, dans l'autonomisation de ce champ de pratique, avec la séparation qui s'opère entre la sphère politique et la société civile, uniquement les conditions d'une démocratie sans vie, mais jamais les conditions d'une rationalisation souhaitable<sup>60</sup>.

Dans une perspective plus générale, il paraît alors nécessaire de replacer la tonalité bourgeoise de ce retrait du politique dans un cadre plus large. Il

---

<sup>59</sup> D'un « certain » progrès, faudrait-il préciser, car pour Marx et Weber, ce que l'on gagne sur le plan de l'efficacité et de la rationalité instrumentale, on le perd sur le plan humain et axiologique. Si Marx, pour une raison évidente, ne projette pas cette logique de développement et de « progrès » dans la sphère politique, Weber, au contraire, l'envisage sous sa double facette, c'est-à-dire à la fois sous l'angle optimiste d'une pratique « responsable », délivrée des scrupules d'une morale inconséquente, et à la fois sous l'angle pessimiste d'une activité désenchantée et routinière, incapable de nourrir la volonté politique et de contrer la bureaucratisation du monde. Cf. Colliot-Thélène, « Max Weber et l'héritage de la conception matérialiste de l'histoire », p. 84-85.

<sup>60</sup> Pour Weber, si le parti paraît être le vecteur d'une certaine rationalisation, c'est parce qu'il contribue à opérer, dans le champ politique, une « séparation d'avec les moyens de production » similaire à celle réalisée au sein de l'économie capitaliste. Ce parallèle est d'autant plus tentant à établir, que c'est sous la forme d'une organisation, d'une machine, d'une entreprise que l'on s'emploie alors à représenter le parti politique.

s'agit alors de retrouver, au-delà de l'explication un peu trop limitée et orientée de « l'idéologie », les traits d'une sémantique partagée, à une époque où la rupture avec la fin de la pensée politique classique entraîne, pour un temps, chez ces penseurs qui enregistrent la nouveauté des sociétés modernes, la disparition du politique comme fonction et lieu déterminants des sociétés. On découvre alors que la dévalorisation du politique, présente à divers degrés par exemple chez Saint-Simon, Marx, Comte, Spencer ou Durkheim, coïncide, non sans raison théorique propre à chacun de ces auteurs, avec un intérêt marqué pour la société civile, lequel annonce le projet sociologique en voie de se définir au tournant du siècle<sup>61</sup>. Le raisonnement d'Ostrogorski, à ce titre, n'est pas différent : si le problème se situe bien, à son époque, au cœur de la sphère politique, puisqu'elle accueille la domination du système des partis, la solution, en revanche, comme chez Marx ou Durkheim, ne saurait se situer qu'au cœur de la société civile, c'est-à-dire là où les choses réelles se passent. Sur le terrain de la sociologie de la connaissance, les raisons qui ont poussé plusieurs penseurs du tournant du siècle à dévaloriser la chose politique, alors qu'ils cherchaient à élaborer une science ou une meilleure compréhension du social, restent à élucider. On ne saurait cependant les expliquer en les attribuant trop simplement à une naïveté ou à un utopisme inconséquent, ou à une simple représentation libérale de la société. Que ce soit par désenchantement face aux idéaux politiques des Lumières, face aux conditions difficiles de la vie urbaine industrielle, par suspicion face à l'émergence des professionnels de la politique, ou simplement par dégoût face aux scandales et à la corruption politique qui sévissent à cette époque, ces auteurs ont en commun d'ébranler la représentation classique du politique, comme lieu de décision et de définition suprême de la cité, pour offrir l'image d'une société hétérogène, mal intégrée, animée d'une dynamique qui lui est propre, échappant désormais au contrôle omniscient du politique<sup>62</sup>.

---

<sup>61</sup> Comme le souligne Aron dans son article classique consacré à la redécouverte de Tocqueville, « il subsiste, chez la plupart des sociologues, quelque chose de l'idée saint-simonienne, l'administration des choses remplace le gouvernement des personnes ». Selon lui, du fait de « venir de la politique », la sociologie de Tocqueville aurait su maintenir un « meilleur équilibre » entre le social et le politique que Marx et Comte, dont l'approche semble « réduire le régime politique à l'effet ou à la superstructure de l'état social. » (Raymond Aron, « Tocqueville retrouvé », dans *Tocqueville et l'esprit de la démocratie*, Paris, Sciences Po, 2005, p. 44).

<sup>62</sup> Pas de meilleure illustration de cette dévalorisation du politique comme force déterminante de la société que la perspective de Comte : « Les meilleurs esprits, ceux qui

### **2.3 La servitude volontaire**

Face au progrès du formalisme, Ostrogorski ne révèle pas seulement des valeurs conservatrices. À l'instar de Tocqueville, il trahit également le républicanisme sur lequel s'appuie sa conception du politique et de la citoyenneté. Comme il considère que le peuple a autant besoin de guides que le chef a besoin d'une société civile active et responsable, il redoute ainsi aussi bien l'affaiblissement du leadership qu'il déplore celui du sens civique. Même s'il dénie au peuple la capacité à se gouverner, il lui reconnaît néanmoins un rôle fondamental au sein de la cité, que son républicanisme formule sous la forme d'un devoir moral : « L'esprit public doit être agissant, voire militant : le citoyen doit être toujours sur la brèche, le regard fixé sur la chose publique, et prêt à lui donner, avec désintéressement, son temps et ses efforts »<sup>63</sup>.

Or, si le système de partis et le formalisme contribuent à éloigner les « élites naturelles » des postes de commande, ils participent aussi à désintéresser le citoyen du bien public. Le paradoxe, c'est que cette indifférence semble progresser au fur et à mesure que le principe électif se démocratise, un peu comme si les conditions de remise en cause de la démocratie procédaient de l'universalité inscrite en son sein. L'équation est troublante : « Plus est grand, dans la société moderne, le nombre des personnes admises au droit de cité, moins l'intérêt qu'on porte à la chose publique est soutenu »<sup>64</sup>. Trop mécanique et ritualisée, la participation formelle ne rapproche pas l'individu de la chose publique, mais conduit au contraire à un désinvestissement civique du citoyen. Ce désintéressement est aussi l'expression d'une insouciance propre à l'homme démocratique. Faisant écho au paradoxe déjà énoncé par Tocqueville sous la figure d'un despotisme doux et bienveillant,

---

sont le plus rapprochés de l'état positif de la politique, commencent aujourd'hui à entrevoir ce principe fondamental. Ils sentent qu'il y a absurdité à concevoir isolément le système politique, à faire dériver de lui les forces de la société, dont il reçoit au contraire les siennes, sous peine de nullité. En un mot, ils admettent déjà que l'ordre politique n'est et ne peut être que l'expression de l'ordre civil, ce qui signifie, en d'autres termes, que les forces sociales prépondérantes finissent, de toute nécessité, par devenir dirigeantes. » (Auguste Comte, *Plan des travaux scientifiques nécessaires pour réorganiser la société*, Paris, Mouton, 1973, p. 277).

<sup>63</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 662.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 662-663.

la proclamation du peuple en lieu et place du pouvoir engendre un climat de confiance généralisée face au pouvoir, chacun s'imaginant « aisément qu'il pourra mettre bon ordre aux affaires, si besoin est »<sup>65</sup>. En se projetant ainsi au sommet, pour reprendre une image de La Boétie, le citoyen, « [m]embre du souverain, [...] rapporte à lui-même, consciemment ou inconsciemment, la force irrésistible du peuple, qui dispense de toute inquiétude au sujet de la chose publique »<sup>66</sup>. Forte de sa légitimité, la démocratie a donc le défaut de cautionner, à l'avance, les excès de pouvoir en inscrivant toute initiative sous le signe de la volonté du peuple. Pour Ostrogorski, comme pour Tocqueville, la démocratie souffre d'être « abandonnée à ses propres vertus »<sup>67</sup>, et de notre incapacité à l'envisager sous un mauvais jour : « Chez un prince ou une classe dirigeante, raisonnables ou timorés, l'infatuation du pouvoir peut être modérée par la crainte qu'un jour ou l'autre le peuple lésé dans ses intérêts ou ses droits ne viennent à regimber. Mais en démocratie le maître et le peuple ne font qu'un »<sup>68</sup>.

Comme chez Tocqueville, cette confiance généralisée propre à la démocratie est d'autant plus menaçante qu'elle opère au sein d'une société massifiée. La fin du leadership traditionnel, ou de ce que Weber appelle la domination des notables<sup>69</sup>, marque la fin d'une « solidarité hiérarchique »<sup>70</sup> protectrice entre les élites et le peuple. La démocratie achevée, en consacrant l'ascension complète du peuple, le soumet en le libérant de toute obligation, puisqu'elle le livre seul, sans défense, aux mains du parti ou du pouvoir en général. L'« intronisation du nombre » sur la place publique, laquelle appelle l'émergence des partis, ne débouche donc pas sur un affranchissement complet du peuple. Elle marque surtout le développement d'un lien social dépourvu d'appartenance et de solidarité, qualifié de mécanique. De façon générale, la façon dont le formalisme menace l'individu politique s'inscrit dans la critique burkienne et tocquevillienne des dangers de l'individualisme de la société démocratique. En libérant l'individu des rapports inégalitaires

---

<sup>65</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 663; cf. Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, p. 413 (sur la confiance servile du citoyen vis-à-vis de ce pouvoir impersonnel dans lequel on se projette).

<sup>66</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 663.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 737.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 663.

<sup>69</sup> Weber, *Le savant et le politique*, p. 140.

<sup>70</sup> Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, p. 228.

de la société traditionnelle, l'esprit démocratique n'a pas seulement établi des conditions d'émancipation plus grande. Il a aussi mis en place les possibilités d'une aliénation inégalée : « Le mouvement qui désagrègeait la vieille société anglaise se manifestait ainsi sous un double aspect : en brisant les anciens cadres, il dégageait l'individu; en le dégageant, il l'isolait »<sup>71</sup>. Refusant de voir dans les inégalités de statut, d'ordre et de traitement de la société traditionnelle des rapports d'exploitation et de domination, ce conservatisme sociologique s'emploie à valoriser, au contraire, la dépendance réciproque et la solidarité structurelle qui lient le destin du « maître et du serviteur »<sup>72</sup>. De façon paradoxale, c'est l'égalité de leur statut qui éloigne, isole et affaiblit les individus de la société démocratique, alors que les écarts insurmontables de la société traditionnelle s'accompagnent de protection et d'obligation de la part des puissants<sup>73</sup>. La représentation politique prédémocratique, et le rapport de loyauté qui la sous-tend, se distingue par la prédominance de l'élément personnel et concret, particulier et situé dans les rapports du notable avec sa circonscription; de façon générale, c'est une caractéristique propre aux « rapports traditionnels d'homme à homme de l'ancienne société »<sup>74</sup>. À l'opposé, la représentation moderne, plus démocratique, plus égalitaire, subsumée sous la forme de relations abstraites, met en place des représentants et des administrateurs salariés coupés de leurs représentés, alors que leur désignation se décide non plus en fonction de leurs liens avec leur circonscription, mais plus en fonction de leur capacité à remplir leurs obligations envers le Caucus, le

---

<sup>71</sup> Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 60.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 52-63.

<sup>73</sup> C'est l'argument ou la perspective qui sous-tend la défense nostalgique, chez Burke, de l'esprit de chevalerie, et chez Tocqueville, du sens de l'honneur.

<sup>74</sup> En décomposant le concret et en déconcrétisant les personnalités, dit Ostrogorski, ce mouvement a ouvert la voie aux catégories générales et à l'abstraction des rapports sociaux, amenant par la même occasion nos principes de conduite à se modifier, à se régler selon des principes généraux, « d'une force moins intense peut-être, mais assez compréhensifs pour pouvoir abriter toute la masse changeante des unités dont se composaient dorénavant les catégories sociales abstraites, et par cela même capables de leur fournir un nouveau terrain de rapprochement dans leur dispersion » (Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, p. 60). S'affirme alors la tendance, précise Nisbet, à penser en termes de « classes ouvrières », de « pauvres », de « capitalistes » ou encore d'« électeurs », de « bureaucratie » ou de « citoyens ». À la « généralisation » sous laquelle se subsument les rapports humains, Nisbet ajoute les notions d'individuation et d'abstraction (des valeurs) pour caractériser les transformations apportées par les deux révolutions, démocratiques et industrielles (Nisbet, *La tradition sociologique*, p. 63-65).

parti et surtout le leader. Ce qui entraîne un « amoindrissement de la responsabilité, de l'indépendance et de la dignité des membres du Parlement » :

Pour le libre exercice de son jugement, il lui reste une bien petite marge : au lieu d'un *representative* il est plutôt un *delegate*, un commis aux ordres, recevant ses ordres du « parti », ou, pour parler plus concrètement, des leaders. En un mot, le député siège désormais au Parlement moins pour telle ou telle autre circonscription que pour l'un ou pour l'autre parti et sous l'autorité directe du Caucus et des leaders<sup>75</sup>.

\*  
\* \*

### Un monde «trop» nouveau pour être compris?

Il est assez courant d'associer au pessimisme du début du siècle les vertus du réalisme, en y soulignant l'attitude responsable qui caractérise cette volonté de regarder en face les imperfections de la démocratie. Et pourtant, le pessimisme, lorsqu'il s'inspire d'une expérience un peu trop bouleversée par la nouveauté, n'est pas toujours exempt d'idéalisme. Sombre quant à l'avenir de la civilisation, cet idéalisme inversé commet souvent l'erreur de déduire l'état des sociétés futures de contextes peu représentatifs, au sens où, loin de constituer les fondements d'un ordre à venir, les circonstances qui s'y rapportent ne constituent que les premiers bouleversements d'un changement significatif à venir. Ces bouleversements ne portent pas en eux, au sens hégélien, sinon de façon très partielle, l'actualisation de l'ordre à venir. Ceux-ci sont davantage des moments d'effervescence et d'extériorisation qui, précédant l'objectivation et l'institutionnalisation dans la construction sociale, se distinguent souvent par une subjectivité débridée et une confusion, sinon un vide normatif. En considérant la perspective du monde à venir qui se dégage de la réflexion d'Ostrogorski sur le destin de la démocratie, on serait donc porté à dire que celui-ci se serait trop laissé impressionner par les balbutiements de la démocratie de partis, soumise alors au diktat des *bosses* et à la corruption généralisée des pratiques politiciennes. Obnubilé par la mise au monde d'un système encore trop

---

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 342.

jeune, Ostrogorski n'aurait donc pas perçu les possibilités d'équilibrage, de normalisation et d'intégration de ces nouvelles pratiques organisées, davantage adaptées aux caractéristiques des sociétés industrielles, individualistes et urbaines.

S'il est vrai que ce reproche se révèle en partie justifié, tant Ostrogorski consacre une bonne part de son ouvrage à décrire les combines et les tractations frauduleuses qui monopolisent l'activité politique d'alors, notamment dans une Amérique en pleine expansion, il faut pourtant reconnaître que son appréhension ne se définit pas exclusivement en fonction des mœurs viciées de la première génération des professionnels de la politique. En fait, à bien des égards, on peut même dire que ce tableau, spectaculaire, cache plus qu'il ne révèle ce qu'Ostrogorski appréhende de la civilisation démocratique à venir. Car la principale menace n'est pas la subjectivité tapageuse de la corruption, laquelle ne fait que profiter, pour un temps, du vide laissé par l'effondrement de la société traditionnelle, et dans le cas précis de l'Amérique, de l'urbanisation intensive et de l'arrivée massive de nouveaux immigrants. Le principal danger réside plutôt dans l'éviction de la subjectivité et de la personnalité de la sphère politique. Ainsi, contrairement au reproche avancé plus haut, Ostrogorski a bel et bien les yeux fixés sur le destin de la civilisation démocratique, lequel n'apparaît pas devoir se définir en fonction de la corruption généralisée de son époque. Il ne faut donc pas se méprendre sur l'importance qu'il accorde au *boss*, et aux mœurs politiques malsaines qu'il incarne. Celui-ci n'est que le maître apparent d'un jeu de dupes, alors que son rôle de souteneur contribue à alimenter l'omnipotence de l'organisation, de la *machine*. Il s'agit en somme d'un rôle subsidiaire et transitoire, condamné à disparaître au fur et à mesure que l'organisation accède à une autonomie et une fonctionnalité auto-reproductrice. Dernier moment d'une tragédie faustienne, le *boss* symbolise l'étape qui précède la reproduction et la routinisation mécanique des choix démocratiques, un interrègne baroque entre la cohésion organique de la société traditionnelle et l'intégration bureaucratique de la société moderne. Bien loin d'être le symbole de la démocratie contemporaine, le *boss* représente plutôt l'ultime soubresaut d'une subjectivité exacerbée et immorale, en voie d'être soumise à la régularité impersonnelle, mécanique et amoralisée de la machine.

C'est sous cet angle particulier que la perspective d'Ostrogorski établit une

jonction originale entre Tocqueville et Weber. Le regard d'Ostrogorski sur ce « monde tout nouveau », qui fixe le devenir de la civilisation démocratique, porte ainsi davantage la marque du XIX<sup>e</sup> siècle finissant que celle du XX<sup>e</sup> siècle, car c'est dans des termes individualistes et rationalistes qu'il continue de penser la démocratie<sup>76</sup>. Il l'envisage sous la forme d'une société d'individus autonomes, appelés à s'associer de façon occasionnelle à un groupe, à une association ou une ligue éphémère, *ad hoc*, afin de débattre d'un enjeu ponctuel dans l'espace public. Comme idéal, cela suppose, à l'instar de Stuart Mill, de voir le pluralisme spontané de la société civile devenir, en venant féconder l'espace public, un vecteur de perfectionnement humain et de progrès social. Sur le versant plus élitiste de sa conception démocratique, son appartenance au XIX<sup>e</sup> siècle s'exprime également par sa façon de lier le succès de la démocratie à la qualité de son leadership, alors que les esprits les plus aptes paraissent vouloir se dérober, aux États-Unis plus qu'en Angleterre, au service de la chose publique. Pour Pombeni, la déception qui s'accuse chez Ostrogorski à cet égard témoigne surtout de la déception des libéraux face à l'incapacité de la démocratie à pouvoir entraîner « un déplacement du centre de gravité de l'aristocratie de l'argent vers l'aristocratie de l'esprit »<sup>77</sup>.

Mais de façon générale, l'esprit du XIX<sup>e</sup> s'exprime dans la façon dont, à l'instar de celle de Weber<sup>78</sup>, la dimension sociologique de son analyse s'avère soumise à une préoccupation morale. Celle-ci plonge au cœur de ce que Bouretz appelle les questions classiques de la philosophie : « que doit être l'homme pour que l'ordre politique soit vivable? Que doit être l'ordre politique pour que l'homme puisse y vivre humainement? »<sup>79</sup>. Une mélodie se fait donc entendre, laquelle nous convie à nous interroger, comme chez Weber, sur les conditions de formation et d'affirmation de la personnalité

---

<sup>76</sup> Avril, « Préface » dans *La démocratie et les partis politiques*, p. 30.

<sup>77</sup> Paolo Pombeni, *Introduction à l'histoire des partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1992, p. 179.

<sup>78</sup> Pour Hennis, Weber « n'appartient à la préhistoire de la sociologie moderne qu'à condition de passer sous silence le cœur de son projet et de ses questions », lesquels répondent « très directement aux questions que ses contemporains se posaient, à la recherche de la nouvelle “ place de l'homme dans le cosmos ”, entre Dilthey et Scheller. » (Wilhelm Hennis, *La problématique de Max Weber*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 127).

<sup>79</sup> Bouretz, *Les promesses du monde*, p. 23.

humaine dans le monde moderne<sup>80</sup>. Quel type de citoyens, de leaders, de participation, d'esprit public peut-on craindre voir émerger de ces nouveaux « ordres de vie », les partis, qui nous conditionnent, nous modèlent et remodelent?<sup>81</sup> Dans son discours, la menace, incarnée tour à tour par l'image taylorienne de la machine, du mécanisme, de l'automatisme, de l'engrenage, de l'usine, de l'organisation, du produit, du moule, de la pensée standardisée et, bien sûr, du formalisme, met en scène une activité politique condamnée, comme chez Tocqueville<sup>82</sup>, à devenir le lieu suprême de négation du sujet libre et moral. Voilà le vieux problème qui, aux yeux d'Ostrogorski, se renouvelle avec la naissance du système de partis, et voilà ce qui l'empêche de saisir pleinement, en raison des préoccupations morales qui animent ce questionnement, la spécificité du politique au XX<sup>e</sup> siècle, où ce genre d'interrogation n'aura plus lieu d'être. Pour un certain temps du moins. Un temps très long conviendrait-il d'ajouter, car pendant près d'un siècle, il ne sera plus possible d'envisager le jeu démocratique sans celui des partis. Vecteur important du développement d'une certaine science politique, notamment en raison du traitement quantitatif auquel il donnera prise, le parti sera scruté sous tous ses angles. On s'intéressera à ses adhérents, son organisation, sa structure, son idéologie, son financement, ses typologies, tout en soulignant ses propriétés intégratrices (Merton<sup>83</sup>), fonctionnelles (Easton<sup>84</sup>), compatibles avec les dynamiques systémiques des sociétés post-industrielles. En devenant un objet familier du paysage démocratique, il imposera, à gauche comme à droite, cette idée, devenue mot d'ordre : « en dehors du parti, point de salut ». Ainsi acquis à l'idée de son caractère indépassable et quasi universel, et pressé d'en comprendre le fonctionnement, on relèguera aux oubliettes le débat moral entourant sa naissance, ainsi que les réserves de toute une époque, pour laquelle le parti n'était pas encore une réalité sociale incontournable.

---

<sup>80</sup> Garant, « Le destin de la subjectivité dans le monde moderne : Weber, Schumpeter, Ortega y Gasset », p. 15-25.

<sup>81</sup> Pour Wilhelm Hennis, c'est la relation entre « le type de personnalité et les ordres de vie qui le conditionnent » qui se trouve au cœur de l'interrogation wébérienne (Hennis, *La problématique de Max Weber*, p. 80-84).

<sup>82</sup> Jean-Claude Lamberti, « La liberté et les illusions individualistes selon Tocqueville » dans Laurence Guellec (dir.), *Tocqueville et l'esprit de la démocratie*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2005, p. 149-166.

<sup>83</sup> Robert K. Merton, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965.

<sup>84</sup> Daniel Easton, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974.

Entérinée par tout un siècle de vie politique guidée par « the party game », cette façon de voir donne toutefois l'impression de s'épuiser. Il ne s'agit pas ici d'envisager la fin prochaine du système de partis, et du monopole qu'il exerce sur le fonctionnement de la vie politique. Il s'agit seulement de constater la façon dont certaines pratiques civiques paraissent aujourd'hui « réhabiliter » l'alternative d'Ostrogorski, autrefois jugée « naïve » (Lipset), « utopique » (Rosanvallon), « idéaliste » (Seiler<sup>85</sup>) : celle des ligues et des regroupements *ad hoc* réunissant les citoyens autour d'enjeux concrets et ponctuels. Alors que les partis, d'un côté, peinent à maintenir ce qu'il était convenu d'appeler autrefois leur base traditionnelle, on assiste, de l'autre, à une métamorphose non négligeable des formes et des réseaux d'expression civique. Sans vouloir trop présumer du « saut qualitatif » que ces phénomènes de société augurent, on est néanmoins en droit de penser que les mobilisations altermondialistes, les projets de participation citoyenne, et le passage à l'ère de la gouvernance, pour ne prendre que ces exemples, sont autant de changements significatifs qui nous autorisent à revoir le jugement catégorique posé sur l'œuvre : « C'est sa philosophie politique implicite qui est la cause du dérapage entre la qualité et la profondeur de son analyse du fonctionnement et du rôle des partis et le côté utopique de l'alternative qu'il propose globalement »<sup>86</sup>. À l'opposé de ce verdict, qui donne l'impression de juger la valeur d'une pensée à l'aune de sa seule capacité à révéler la réalité « telle qu'elle est », on serait alors porté à se demander si la profondeur de l'analyse d'Ostrogorski, bien loin de tenir aux seuls aspects « scientifiques » de son analyse, ne procède pas aussi, fondamentalement, des préoccupations morales engagées dans son questionnement. En fait, considérant les changements qui s'opèrent actuellement dans nos sociétés, il serait tentant d'aller plus loin. Au fond, est-ce qu'il ne s'agit pas plutôt de se demander si sa pensée trouve toute sa pertinence dans le monde d'aujourd'hui, non plus tellement en raison de ses aspects scientifiques, mais précisément en raison de ses préoccupations morales, et de l'irrépressible besoin qu'il a ressenti, en son temps, d'imaginer le monde autrement? Convaincu que le parti et le système au sein duquel il opère ne pouvaient que desservir l'homme, Ostrogorski s'est senti obligé d'envisager leur dépassement. Ce qui fut considéré, par la majorité des commentateurs, comme un « dérapage » dans une pensée rigoureuse, apparaît davantage aujourd'hui comme le signe d'une ouverture de sa part, et de sa capacité à

---

<sup>85</sup> Daniel-Louis Seiler, *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica, 1986.

<sup>86</sup> Cf. Rosanvallon, « Préface » dans *La démocratie et les partis politiques*, p. 20.

nous interpeler. On a souvent cherché à démontrer l'actualité de son analyse en soulignant l'aspect avant-gardiste de son approche, en phase avec les nouveaux standards d'exactitude au fondement de la science politique contemporaine. Peut-être convient-il désormais de chercher l'actualité de sa pensée dans la façon originale qu'il a eu de maintenir son appartenance à une autre tradition, celle des philosophes politiques classiques, dans la mesure où, comme le disait Aron à propos de Tocqueville, il ne put s'empêcher d'être «un sociologue qui ne cesse de juger en même temps qu'il décrit»<sup>87</sup>.

---

<sup>87</sup> Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, p. 239.

